

## Le capitalisme obscène

Michel Husson, *Regards*, novembre 2008

La débâcle financière a entraîné dans sa chute tout l'édifice idéologique des avocats de la « mondialisation heureuse ». Des constats de masse sont en train d'être faits : la financiarisation est un cancer qui pourrit la vie de milliards d'être humains et qui leur inflige une double peine. Tout en effet sera tenté pour que ce soit les victimes qui paient les pots cassés et renflouent la situation d'une minorité de délinquants sociaux.

Les dix objectifs du Millénaire pour le développement visent, d'ici à 2015, à faire reculer la pauvreté, la mortalité infantile, à garantir l'accès à l'eau potable, etc. Quel est leur coût de réalisation pour l'ensemble des pays de la planète ? Il faudrait un flux de ressources allant de 121 milliards de dollars en 2006 à 189 en 2015<sup>1</sup>. C'est certes plus que l'aide publique consacrée à ces objectifs, qui est aujourd'hui de 28 milliards de dollars. Mais si l'on cumule les besoins estimés d'ici à 2015, on arrive à environ 1200 milliards de dollars. Autrement dit, la crise financière vient d'engloutir l'équivalent des sommes nécessaires pour sortir une bonne partie de l'humanité de la misère la plus noire. Nous sommes entrés dans l'ère du capitalisme obscène, et le lâche soulagement des Bourses, à l'annonce que la finance sera suffisamment arrosée, est une leçon de choses que nous aurons tout le temps de méditer.

Car rien n'est terminé, parce que les différentes crises s'emboîtent comme des poupées russes. La crise proprement financière a mené le capitalisme au bord de l'embolie, mais c'est la crise économique tout court qui va prendre le relais : ce qui est dorénavant à l'ordre du jour, c'est la récession économique tout court. Le FMI vient de réviser en baisse ses prévisions<sup>2</sup> : en 2009, la croissance serait à peu près nulle (0,5 %) dans les pays développés après un fort ralentissement en 2008 (1,5 %). La croissance mondiale, soutenue par les pays émergents et en développement ralentirait à 3 %. Pour le FMI, « la reprise n'est pas encore en vue » et ne pourra être que « graduelle quand elle arrivera ». Un tel scénario est qualitativement le seul que l'on puisse avancer. La sortie de la crise financière sera, et est déjà, extrêmement coûteuse et la récession prendra immédiatement le relais. Contrairement à d'autres épisodes similaires mais de moindre ampleur, le retour à la normale prendra un temps proportionnel aux sommes englouties, et le plus probable est un scénario à la japonaise de ralentissement durable. D'autant plus qu'il est impossible de revenir aux modèles de croissance suivis par les Etats-Unis, l'Union européenne ou même la Chine.

Les grands critiques enfarinés du capitalisme financier vont très vite se retourner, avec la violence de ceux qui ont senti le vent du boulet, contre leurs véritables adversaires : blocage des salaires au nom de l'« unité nationale », nouvelles réductions des budgets sociaux puisqu'il faut bien éponger tout l'argent public englouti, etc.

Surplombant la crise économique, plane l'ombre de la crise socio-environnementale. Les prix du pétrole et des matières premières ont fortement baissé, mais est-ce que cela a effacé la montée des famines et la course folle à la consommation d'énergie ? Bien sûr que non, mais la crise immédiate va être un prétexte pour remettre à plus tard l'effort écologique nécessaire puisque ces préoccupations sont après tout une sorte de luxe.

Tout cela risque de ne pas passer comme une lettre à la poste (privatisée) : une fois l'effet de choc passé, la réalité va prendre le dessus. Est-il juste de bloquer les salaires pour pouvoir continuer à payer les dividendes ? Est-il normal d'encaisser le coût de la crise ? Est-il raisonnable d'arroser les banques sans contrepartie et de leur fournir les munitions pour la prochaine bulle ? Pourquoi a-t-on eu tant de mal à trouver 3 milliards pour le RSA alors qu'un claquement de doigts a suffi pour trouver la même somme pour sauver Dexia ? A partir de toutes ces questions, un véritable projet de transformation sociale peut gagner en crédibilité à partir de cette idée simple que l'on ne peut plus faire confiance à un système décidément aussi pourri et toxique que ses titres financiers.

---

<sup>1</sup> *Investir dans le développement : plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement*. Voir p.XII la liste des 10 objectifs, et le tableau 17.3 p.300 pour l'évaluation de leur coût, <http://tinyurl.com/44todr>

<sup>2</sup> FMI, *World Economic Outlook*, October 2008, <http://tinyurl.com/hussonet9>